

LE NOUVEAU VISAGE DES PARCS NATIONAUX

Retombées locales obligatoires au Burkina Faso

S'inspirant de Campfire, des parcs africains sont gérés pour appuyer le développement local en associant les communautés villageoises. Exemple du parc national d'Arly au Burkina Faso.



Le parc national d'Arly à l'est du Burkina Faso est désormais géré par le secteur privé : l'Etat a signé en juin 1998 un contrat de concession avec trois actionnaires (dont une ONG ayant des objectifs de préservation de l'environnement). C'est la voie ouverte à un nouveau

mode de gestion intéressant financièrement les habitants de la région à l'entretien et à la conservation de la faune et de la flore. Les travaux de réhabilitation vont commencer pour que le parc puisse présenter son nouveau visage à la prochaine saison sèche, fin 1998.

Pour que la gestion du parc ait un effet sur le développement local, plusieurs mécanismes sont prévus : le cahier des charges fait obligation d'employer la main-d'œuvre locale pour son aménagement (ouverture de pistes, signalisation, accueil des touristes et des chasseurs), son entretien, son fonctionnement (guides de chasse).

Par ailleurs, les communautés villageoises sont directement intéressées au fonctionnement du parc de deux façons : par l'intermédiaire de « zones de chasse villageoises »

gérées par un « comité villageois de chasse » qui perçoit les droits de chasse, d'une part ; à travers des Fonds d'intérêt cynégétiques (FIC) appelés à percevoir 50 % des taxes de concession, d'autre part. De telles structures, totalement nouvelles, impliquent une refonte - qui est en cours - de la législation et de la réglementation burkinabé.

Ce programme bénéficie d'un financement du Fonds français pour l'environnement mondial. « *Tout l'enjeu de notre aide est d'accroître la revalorisation du patrimoine, de favoriser la redistribution locale et d'en faire un élément de développement durable* », explique Christophe Crépin, du secrétariat du Fonds français pour l'environnement mondial. « *Nous sommes dans la logique de Campfire mais contrairement à ce projet du Zimbabwe, ce ne sont pas les districts qui tiennent les cordons de la bourse mais les communautés villageoises. L'argent local reste local. D'autre part, Campfire marche bien dans les districts où il y a beaucoup d'éléphants et peu d'habitants alors que nous cherchons une répartition moins inégale entre les zones.* » ■

Ph. O.

BRACONNAGES ET DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

Menaces sur le parc Niokolo

A la frontière de la Guinée et du Sénégal, l'immense parc de Niokolo-Koba se dégrade. En cause, le braconnage intensif, le manque de crédits d'entretien et l'hostilité d'une population spoliée dès l'origine. Un exemple de ce qu'il ne faut plus faire.

Les braconniers tiennent les cent cinquante gardes de la réserve sur le pied de guerre. Huit d'entre eux, déjà, ont été tués par balles, et cinq blessés. Trois militaires du contingent y ont également laissé leur vie. Le jour où nous partons, des braconniers sont signalés. Comment les gardes ont-ils bien pu les repérer dans une nature aussi foisonnante ? Ils ont tout simplement

relevé des traces de pneus de bicyclette dans la cendre d'une clairière dégagée précocement par le feu pour favoriser la repousse des herbages. Encore faut-il savoir que les chasseurs, qui passent des mois dans des zones pratiquement inaccessibles, se font ravitailler en eau et en vivres par des villageois circulant à bicyclette, lesquels rapportent en retour le gibier tué au village.



Gardes et braconniers ne luttent pas à armes égales. Les seconds sont mieux armés que les premiers. Sans compter que plus de 93 % de ceux-ci prendront leur retraite en 2002. De quoi justifier l'inquiétude du lieutenant Bouacar Ndiaye : si aucun recrutement n'intervient, il ne restera alors que dix gardes pour près d'un million d'hectares ! Et l'argent fait cruellement défaut : les gardes

ne disposent que de trois véhicules aux pneus lisses, sans radio, et n'ont même pas de tronçonneuse.

Le problème est le même du côté guinéen. Les cinquante gardes-faune guinéens frais émoulus d'un centre de formation récemment créé à Dalaba n'ont pas été recrutés faute de budget. Le parc de Badiar, nouveau lui aussi, est peu à peu vidé de sa faune par les habitants des villages environnants - nombreux à avoir conservé les armes fournies aux milices populaires par l'ancien dictateur Sékou Touré. Avant tout, il faut bien comprendre qu'au Sénégal comme en Guinée, le pire ennemi de la conservation de la nature, c'est la pauvreté. Comment expliquer à un père de famille dont les enfants ont faim qu'il ne doit pas tuer l'antilope ou la pintade qui passent à sa portée ?

Lors de la création du parc du Niokolo, cinq villages situés à l'intérieur de son périmètre ont été déplacés d'autorité et replantés à 50 kilomètres de là. L'amertume des habitants ne s'est pas estompée avec le temps : les terres étaient meilleures, les vergers en plein rendement, la chasse florissante. Ils ont dû abandonner leurs cimetières et le mausolée du marabout du village de Badi, aujourd'hui en ruine, s'enfoncent inexorablement dans les replis d'un immense fromager. ■

France Bequette

Courier de l'Unesco, février 1998

Un des plus anciens parc d'Afrique

Créé en 1926 au Sénégal, le parc du Niokolo-Koba est l'un des tout premiers d'Afrique. D'une superficie de 913 000 km², il a été classé en 1981 site naturel du patrimoine mondial de l'Unesco. Il fait partie des 337 réserves de biosphères sélectionnées dans 85 pays de la planète en raison de l'échantillonnage de paysages, d'espèces animales et végétales que l'on peut y rencontrer. Ce parc est destiné à former une grande réserve transnationale de biosphère avec le parc limitrophe du Badiar (Guinée). Pour l'heure, 3 000 personnes le visitent chaque année.

UNE POLITIQUE AU PROFIT DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Le Bouthan contrôle le tourisme

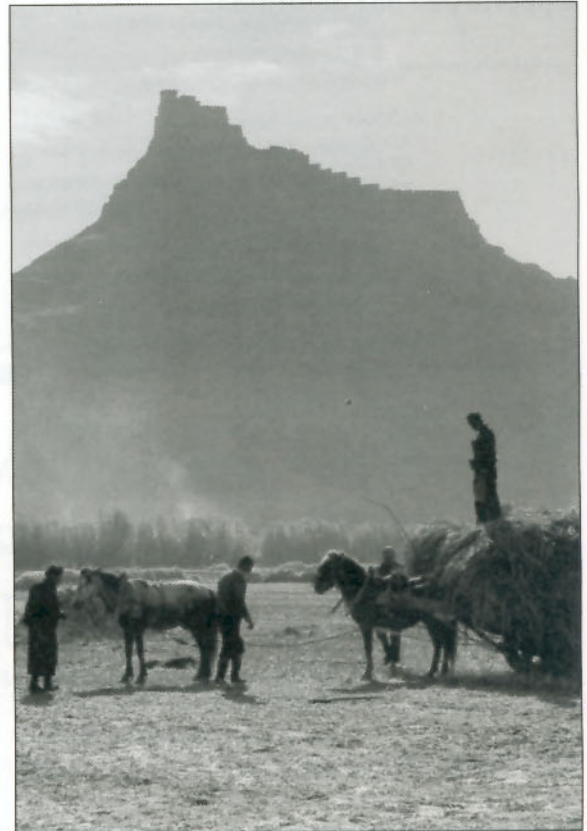
Récemment ouvert aux touristes, le Bouthan, petit pays accroché à l'Himalaya, a mis en place une politique très ferme pour stimuler l'économie locale. Explications de l'association Transverses dans les colonnes de sa revue.

La maintenance des chemins de trek est gérée par les autorités du parc. Un contrat est passé avec les populations locales pour l'entretien des ponts piétonniers et des chemins (...). Les abris et refuges, le long des chemins autrefois construits par le gouvernement, ont été remis aux communautés locales qui en ont l'entier contrôle et en assurent l'entretien. Les populations locales fournissent la nourriture des trekkers : fromages frais, légumes. Les trekkers se voient proposer des produits locaux, plutôt que des produits importés. Les transports pour les randonnées sont assurés par les communautés locales : yacks, chevaux et porteurs. Les animaux sont changés à chaque frontière de district, de sorte qu'il ne puisse exister aucun monopole et que les animaux ne soient pas soustraits trop longtemps aux travaux des champs auxquels ils sont indispensables. Dans les régions reculées, les transporteurs se font payer un prix élevé.

Savoir-faire local

La vente des produits artisanaux représente une intéressante source de revenus pour les habitants. L'artisanat local est également utilisé par les voyageurs organisateurs des treks. Par exemple les paniers de bambou utilisés durant les treks sont achetés par les voyageurs. La durée d'un panier est d'environ deux ans. Il s'agit d'un produit entièrement local pour lequel il existe une demande permanente.

La vente d'artisanat au Bhoutan est liée au tourisme. Il s'agissait autrefois d'objets d'usage courant. Ces ustensiles sont souvent remplacés par des objets de plastique vendus à bas prix par les Indiens dans les villes. Le gouvernement a organisé un certain nombre de centres de tis-



Sean Sprague - CIRIC

sage et d'autres produits artisanaux, ce qui encourage le maintien du savoir-faire, aide les populations à rester dans leur village d'origine et accroît le rôle des femmes en leur permettant d'augmenter le revenu familial(...)

Chaque guide est tenu de remettre un rapport sur la façon dont le touriste ont respecté l'environnement. Les infractions sont punies. Après trois infractions, l'autorisation peut être retirée aux voyageurs. ■

Le Bouthan a ouvert ses frontières au compte-goutte.

(1) *Transverses infos* n° 12, éditée par Transverses, « association de réflexion, d'information et d'action sur le tourisme Nord-Sud », 7, rue Heyrault, 92100 Boulogne. Tél. 01.49.10.90.84.